

Gouvernement devrait encourager la colonisation de ces régions. Non seulement le Gouvernement, parce que les terres de l'Ouest lui appartiennent, mais encore les compagnies de chemins de fer, parce que le voyage rapportait plus ont voulu encourager avant tout l'établissement des nouveaux venus dans les provinces des Prairies. Je crois que ce Gouvernement devrait s'efforcer plus à attirer au Canada le type d'immigrant européen,—il existe,—qui ne demande pas mieux que de venir chez nous et défricher sa terre.

M. POWER: Où trouvera-t-on ce type?

L'hon. M. MANION: Je crois qu'il y a en Europe certaines classes de gens qui veulent coloniser des terres boisées. On me dit par exemple que certains peuples du nord de l'Europe, les Finlandais entre autres, ont ce goût. Ma région compte un bon nombre de Finlandais et ce sont d'excellents colons,—j'exclus, bien entendu, les extrémistes parmi eux, ceux dont les idées socialistes les portent au socialisme, rouge. Ces derniers ne forment qu'un très petit nombre; du reste je ne sache pas que ce soit là une caractéristique particulière aux Finlandais. Puisque l'honorable député me pose la question, je dis que nous avons ici même au Canada,—je ne parle pas d'immigration maintenant,—une classe de gens qui préfère les terres à défricher entre toutes; je veux parler des habitants de la province de l'honorable représentant, la bonne vieille province de Québec. Quand ces gens quittent leur province de Québec ils aiment mieux s'établir sur des terres boisées plutôt que sur des prairies. Telle est mon impression; et je la crois juste. Il y a d'autres races européennes qui préfèrent les terres boisées, bien que je ne puisse les nommer en ce moment. Mes lectures m'ont appris ce détail. Les Norvégiens peuvent-être.

L'hon. M. GRAHAM: Les Polonais?

L'hon. M. MANION: Je ne puis répondre parce que je ne le sais pas. Mais il y a d'autres peuples d'Europe qui préfèrent les terres boisées, et il nous incombe de faire de plus grands efforts pour peupler ces terres, surtout dans la province d'Ontario et de Québec et les provinces Maritimes plutôt que de diriger les immigrants vers les provinces des Prairies.

M. GARLAND (Bow-River): Quelle est la méthode suivie une fois que l'immigrant est parmi nous?

L'hon. M. ROBB: L'honorable député veut parler de quel type d'immigrant,—l'agriculteur? A parler d'une manière générale le

[L'hon. M. Manion.]

Gouvernement s'est plutôt forcé de faire ce que propose l'honorable représentant de Fort-William, c'est-à-dire d'installer les immigrants dans l'Est dans l'espoir qu'eux-mêmes se dirigeront vers l'Ouest. Les jeunes iront peut-être dans l'Ouest. Mais lorsque les gens partent avec l'intention bien arrêtée de se rendre en Alberta il est impossible de les retenir dans l'Est.

M. GARLAND (Bow-River): Le département leur garantit-il qu'ils auront un emploi?

L'hon. M. ROBB: Nous ne les laissons pas venir sans avoir l'assurance qu'il y aura du travail pour eux.

M. GARLAND (Bow-River): Le ministre dit-il que la moitié des ouvriers agricoles venus au Canada était assurée d'avance d'être employée?

L'hon. M. ROBB: Je pense qu'il était entendu qu'ils auraient du travail. Je crois que nous avons une entente avec les compagnies de transport qui avaient demandé des permis pour un certain nombre. Lorsqu'on nous garantissait qu'ils seraient employés, nous accordions les permis. Ces immigrants étaient demandés tantôt par les compagnies, tantôt par des particuliers. On nous reproche parfois de refuser des permis, mais nous nous sommes aperçus qu'il se faisait un trafic de permis et voilà pourquoi nous allons aux renseignements afin de nous assurer que les permis sont donnés à bon escient.

M. GARLAND (Bow-River): Je suis heureux de voir que le ministre ne fait que le penser, car je me rappelle distinctement un grand nombre de cas qui m'ont été signalés d'immigrants à qui l'on n'avait pas procuré d'emploi et qui ne pouvaient pas en trouver.

L'hon. M. ROBB: Nous ne garantissons pas un emploi.

M. GARLAND (Bow-River): J'ai ici une déclaration que je vais citer au ministre, lui qui a fait une sortie extraordinaire, cet après-midi, contre ceux qui disent la vérité à propos du Canada, mais qui d'après lui, ne devraient pas la dire. Je ne peux comprendre cet état d'esprit. Voici la déclaration:

Londres, 9 mars.—A la Chambre des communes, ce soir, M. L. C. Amery, secrétaire pour les colonies, a assuré à sir C. Kinloch-Cooke, député conservateur de Cardiff-Est, que le gouvernement canadien avait garanti de l'emploi à toutes les personnes émigrant dans ce Dominion suivant les dispositions de la loi de colonisation de l'empire.

Est-ce vrai ou non?

L'hon. M. ROBB: Je ne sais pas si l'honorable député cite le hantsard anglais; je n'ai pas